

RCS : ORLEANS
Code greffe : 4502

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1989 B 00331
Numéro SIREN : 669 802 167
Nom ou dénomination : COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS CILAS

Ce dépôt a été enregistré le 26/07/2023 sous le numéro de dépôt 6589

CILAS
Société Anonyme au Capital de 2.000.000 Euros
Siège Social : 8 avenue Buffon 45100 Orléans
R.C.S. Orléans 669 802 167

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022
proposée à, et votée par
L'ASSEMBLEE GENERALE DU 30 JUIN 2023

Deuxième résolution

Conformément aux propositions du Conseil d'administration, l'Assemblée générale décide d'affecter la perte de 2022 s'élevant à (17 989 132,91) € au poste « report à nouveau » qui est ainsi porté à un montant de - (27 221 264,06) €.

L'Assemblée générale constate par ailleurs qu'il n'a été versé aucun dividende au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix exprimées par les actionnaires présents, représentés, ou ayant voté par correspondance.

CERTIFIE CONFORME



Compagnie Industrielle des Lasers
CILAS
8 Avenue Buffon
45100 ORLEANS
Tél. : 02 38 64 15 55 - Fax : 02 38 76 02 45

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	157 981	156 503	1 478	6 982
Concessions, brevets et droits similaires	4 151 676	3 144 619	1 007 056	1 077 391
Fonds commercial	955 959	838 470	117 489	117 489
Autres immobilisations incorporelles	2 145 340	2 145 229	111	111
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	41 427	41 417	10	10
Constructions	7 572 035	4 371 242	3 200 793	3 504 690
Installations techniques, matériel, outillage	22 275 409	16 928 338	5 347 070	6 294 057
Autres immobilisations corporelles	4 406 874	3 643 676	763 198	896 351
Immobilisations en cours	222 354		222 354	173 427
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	33 339		33 339	668 151
ACTIF IMMOBILISE	41 962 394	31 269 494	10 692 900	12 738 661
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	6 365 541	4 050 158	2 315 383	5 062 843
En-cours de production de biens	9 586 991	1 512 918	8 074 073	10 398 540
En-cours de production de services	2 118 658		2 118 658	1 737 051
Produits intermédiaires et finis	1 956 703	1 178 359	778 344	1 666 217
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	277 441		277 441	78 792
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	16 613 534	222 591	16 390 943	10 377 767
Autres créances	9 487 198		9 487 198	10 072 507
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	4 701 613		4 701 613	27 311
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	507 585		507 585	824 512
ACTIF CIRCULANT	51 615 264	6 964 026	44 651 237	40 245 538
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	4 163		4 163	54
TOTAL GENERAL	93 581 820	38 233 520	55 348 299	52 984 253

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 2 000 000)	2 000 000	2 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	998 213	998 213
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	885 124	885 124
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	3 500	3 500
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		2 055 258
Report à nouveau	-9 232 131	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-17 989 133	-11 287 389
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	-23 334 427	-5 345 294
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	3 540 656	634 812
AUTRES FONDS PROPRES	3 540 656	634 812
Provisions pour risques	1 980 068	4 027 611
Provisions pour charges	10 774 818	3 121 689
PROVISIONS	12 754 886	7 149 300
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		5 759
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	44 023 295	30 898 566
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 796 400	3 099 903
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 189 123	9 632 707
Dettes fiscales et sociales	5 928 451	5 770 165
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	60 988	173 322
Autres dettes	1 777	1 777
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	386 553	963 198
DETTES	62 386 587	50 545 397
Ecart de conversion passif	597	38
TOTAL GENERAL	55 348 299	52 984 253

Compte de résultat

Etats financiers au
31/12/2022

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	23 483 723	2 874 875	26 358 598	23 754 584
Production vendue de services	4 606 881		4 606 881	3 499 238
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	28 090 605	2 874 875	30 965 479	27 253 822
Production stockée			-903 137	2 845 484
Production immobilisée			151 593	152 766
Subventions d'exploitation			695 428	471 666
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			3 110 860	575 737
Autres produits			9	5
PRODUITS D'EXPLOITATION			34 020 232	31 299 480
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			4 012 502	5 139 151
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			479 452	474 425
Autres achats et charges externes			15 957 206	12 785 153
Impôts, taxes et versements assimilés			954 454	1 025 958
Salaires et traitements			11 380 182	12 276 023
Charges sociales			4 712 963	5 175 425
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 084 993	2 098 029
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 358 652	144 687
Dotations aux provisions			8 894 378	1 048 886
Autres charges			276 654	3 865 454
CHARGES D'EXPLOITATION			53 111 436	44 033 192
RESULTAT D'EXPLOITATION			-19 091 204	-12 733 712
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 180	50
Autres intérêts et produits assimilés			18 087	13 389
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			92 097	172
Différences positives de change			198 988	44 919
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			310 352	58 530
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			23 891	204
Intérêts et charges assimilées			174 633	42
Différences négatives de change			114 746	38 472
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			313 269	38 718
RESULTAT FINANCIER			-2 917	19 812
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-19 094 121	-12 713 900

Compte de résultat

Etats financiers au
31/12/2022

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	16 684	65 909
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	180 974	32 930
PRODUITS EXCEPTIONNELS	197 658	98 840
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 175 653	530 920
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	42	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 175 695	530 920
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-978 037	-432 080
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-2 083 025	-1 858 591
TOTAL DES PRODUITS	34 528 243	31 456 850
TOTAL DES CHARGES	52 517 376	42 744 239
BENEFICE OU PERTE	-17 989 133	-11 287 389

Annexes

Les comptes sociaux sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon le **règlement 2016-07 du 04 novembre 2016** modifiant le règlement 2014-03 de l'autorité des normes comptables du 05 juin 2014 ainsi que les avis et recommandations ultérieurs de l'autorité des normes comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan comptable général dans le respect du principe de prudence et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

Immobilisations incorporelles

- Progiciels de gestion et industriels : 5 ans
- Progiciels de bureautique : 3 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) à leur valeur d'apport ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Constructions	20 ans L
Installations techniques, mat.outillage	8 ans L
Matériel de bureau et informatique	5 ans L
Mobilier	10 ans L

S'agissant des immobilisations acquises dans le but de concourir à une production spécifique, les amortissements correspondants sont étalés sur la durée prévisible de ladite production. Il s'agit essentiellement de matériels et outillages amortis sur la durée du contrat.

Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré et les produits finis et semis-finis valorisés au coût standard.

Une dépréciation est calculée selon la rotation passée des différents articles sachant qu'un ajustement est effectué, le cas échéant, en fonction des perspectives d'écoulement de chaque référence.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont inscrites à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Le poste clients inclut des produits non facturés ou partiellement déjà encaissés au titre des avances et acomptes.

Cas particuliers des contrats à long terme

Pour l'essentiel, il s'agit de contrats d'études. L'unité de résultat retenue pour la définition du résultat est le contrat. Pour les contrats constitués de plusieurs tranches, notifiées de manière successive et indépendante, l'unité de résultat retenue est la tranche notifiée. Pour chacune de ces affaires, une marge brute à terminaison est déterminée par différence entre le chiffre d'affaires et le coût de production.

En cas de marge à terminaison positive, cette dernière sera prise en résultat en fonction de l'avancement des lots de facturation ; en cas de marge à terminaison négative, une provision pour perte à terminaison sera dotée.

Si un contrat donne lieu successivement à des livraisons de matériels et à des études, un seul résultat à terminaison est dégagé sur le contrat. Toutefois, l'événement déclenchant la prise en compte du chiffre d'affaires reste lié à la nature des prestations facturées.

Pour les prestations d'études, le chiffre d'affaires est constaté en fonction des clefs techniques d'avancement, qui peuvent correspondre à des factures d'acompte.

Pour les prestations matérielles, le chiffre d'affaires est constaté lors des livraisons, lorsque celles-ci font l'objet d'un transfert de propriété.

Le programme LMJ faisant l'objet d'un seul contrat constitué de lots distincts, chaque lot est comptabilisé comme une unité de résultat. Afin de tenir compte des différentiels de marge entre les lots, une provision pour risques et charges d'exploitation est constituée ou reprise pour linéariser l'impact sur les résultats.

Indemnités de fin de carrière et médaille du travail

Les évaluations des engagements de la société Cilas au titre des Indemnités de Fin de Carrière (IFC) et des Médailles du Travail sont réalisées dans le respect des principes comptables internationaux (norme IAS 19 sur les avantages au personnel) et français (recommandation n° 2013-R.02 du 07 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables) par la méthode actuarielle des Unités de Crédit Projetées.

La comptabilisation des provisions pour IFC suit la méthode du « corridor » : Les pertes/gains actuariels des indemnités de fin de carrière liés à l'expérience et/ou à la modification d'hypothèses non reconnus à la fin de l'exercice sont amortis dans les charges futures sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés après application d'un corridor de 10% du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture.

Les pertes/gains actuariels au titre des Médailles du Travail sont reconnus immédiatement dans l'année.

Compte Personnel de Formation (CPF)

La loi 2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation met en oeuvre le compte personnel de formation (CPF) qui remplace depuis le 01 janvier 2015 le droit individuel à la formation (DIF). Au même titre que le DIF, l'application du comité d'urgence du conseil national de la comptabilité conduit la société à ne pas provisionner le CPF.

Contrats à long-terme

Le montant de la provision pour perte à terminaison est de 894 K€.

Frais de recherche et développement

Le montant global des dépenses de recherche et de coût de développement s'élève à 4 286 K€

Engagements IFC et MDT

Les engagements IFC et MDT à fin d'exercice s'élèvent respectivement à 1 577 K€ et 260 K€.

Les hypothèses retenues pour la clôture sont les suivantes :

Taux d'actualisation :	3.75 %
Taux d'inflation attendu sur le long terme :	2.20 %
Taux de progression des salaires :	3.00 %
Taux de charges sociales et fiscales patronales :	47.34 %
Tables de mortalité :	INSEE TD/TV 2016-2018

Age de départ en retraite : Afin de tenir compte des mesures d'allongement de la durée de vie active prévues dans la loi Fillon du 21 août 2003 et de la réforme 2010 sur les retraites, l'âge de départ en retraite a été fixé respectivement à 62 ans pour les non-cadres et 64 ans pour les cadres.

Mobilité annuelle	Ensemble du personnel
< 25 ans :	15%
25-29 ans :	10%
30-34 ans :	7%
35-39 ans :	5%
40-44 ans :	3%
45-49 ans :	1%
+ 50 ans :	0%

Les provisions comptabilisées sont les suivantes :

	IFC	MDT	Total
Provision de début d'année :	(1 882 512)	(333 977)	(2 216 489)
Charge de l'année :	(189 075)	54 190	(134 884)
Prestations payées par l'employeur :	94 280	19 815	114 095
Contributions employeur de l'année :	-	-	-
Provision de fin d'année :	(1 977 549)	(259 972)	(2 237 279)
Valeur des engagements de fin d'année	(1 577 549)	(259 972)	(1 837 521)

Les écarts actuariels restant à amortir sont de 400 K€ (gain).

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		-5 345 294
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		-5 345 294

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice	17 989 133	

	SOLDE	17 989 133
--	--------------	-------------------

Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		-23 334 427

Immobilisations

Etats financiers au
31/12/2022

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	157 981		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 145 750		107 225
Terrains	41 427		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	1 084 379		
Constructions sur sol d'autrui	6 100 827		88 304
Const. Install. générales, agenc., aménag.	301 191		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	22 325 041		263 212
Installations générales, agenc., aménag.	667 685		9 791
Matériel de transport	10 859		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 581 481		138 702
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	173 427		656 160
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	34 286 315		1 156 168
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	668 151		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	668 151		
TOTAL GENERAL	42 258 197		1 263 393

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			157 981	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			7 252 975	
Terrains			41 427	
Constructions sur sol propre			1 084 379	
Constructions sur sol d'autrui			6 189 130	
Constructions, installations générales, agenc.		2 665	298 526	
Installations techn., matériel et outillages ind.		312 844	22 275 409	
Installations générales, agencements divers			677 475	
Matériel de transport			10 859	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 642	3 718 540	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	607 233		222 354	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	607 233	317 151	34 518 099	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		634 812	33 339	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		634 812	33 339	
TOTAL GENERAL	607 233	951 963	41 962 394	

Amortissements

Etats financiers au
31/12/2022

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	150 999	5 504		156 503
Fonds commercial	838 470			838 470
Autres immobilisations incorporelles	5 112 288	177 560		5 289 848
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 101 757	183 064		6 284 821
Terrains	41 417			41 417
Constructions sur sol propre	987 509	18 055		1 005 565
Constructions sur sol d'autrui	2 601 126	391 161		2 992 287
Constructions installations générales, agenc., aménag.	297 757	910	2 665	296 002
Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 030 984	1 210 157	312 802	16 928 338
Installations générales, agenc. et aménag. divers	568 697	23 443		592 140
Matériel de transport	11 016			11 016
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 783 959	258 203	1 642	3 040 519
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 322 466	1 901 929	317 109	24 907 286
TOTAL GENERAL	29 424 223	2 084 993	317 109	31 192 107

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.
Fonds Cial
Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Début d'exercice Augmentations Dotations Fin d'exercice

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients	174 626	106 842		281 468
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	163 048		163 048	
Provisions pour pertes de change	54	4 163	54	4 163
Provisions pour pensions, obligations similaires	2 216 490	226 927	206 138	2 237 279
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	4 595 082	8 580 337	2 943 443	10 231 976
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	7 149 300	8 918 269	3 312 683	12 754 886
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	95 313		17 926	77 387
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	2 545 831	4 195 604		6 741 435
Dépréciations comptes clients	59 543	163 048		222 591
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	2 700 688	4 358 652	17 926	7 041 414
TOTAL GENERAL	9 849 987	13 276 921	3 330 609	19 796 299

Dotations et reprises d'exploitation	13 253 030	3 057 538
Dotations et reprises financières	23 891	92 097
Dotations et reprises exceptionnelles		180 974

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	33 339		33 339
Clients douteux ou litigieux	59 543	59 543	
Autres créances clients	16 553 991	16 553 991	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	36 070	36 070	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	7 780 581	1 995 687	5 784 894
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 321 081	1 321 081	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	290 692	290 692	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	58 774	58 774	
Charges constatées d'avance	507 585	483 413	24 172
TOTAL GENERAL	26 641 656	20 799 251	5 842 405

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	23 295			23 295
Fournisseurs et comptes rattachés	7 189 123	7 189 123		
Personnel et comptes rattachés	2 470 076	2 470 076		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 538 115	1 538 115		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 550 452	1 550 452		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	369 808	369 808		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	60 988	60 988		
Groupe et associés	44 000 000	44 000 000		
Autres dettes	1 777	1 777		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	386 553	386 553		
TOTAL GENERAL	57 590 187	57 566 892		23 295

Emprunts souscrits en cours d'exercice 2 947 500

Emprunts remboursés en cours d'exercice 41 656

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	851 759		
Autres créances			
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers		44 000 000	
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 982		74 273
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Nature des écarts	Actif	Ecarts compensés	Provision	Passif
	Perte latente	par couverture de change	pour perte de change	Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				
Créances	4 163		4 163	350
Dettes financières				
Dettes d'exploitation				247
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	4 163		4 163	597

Produits à recevoir

Etats financiers au
31/12/2022

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
409800	FOURN DEBITEURS		2 816	-2 816
418200	FACTU A ETABLIR	7 596 853	2 876 712	4 720 140
438710	I.J.SECU ET PR.	-14 437		-14 437
TOTAL		7 582 416	2 879 529	4 702 887
TOTAL		7 582 416	2 879 529	4 702 887
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418200	FACTU A ETABLIR	7 596 853	2 876 712	4 720 140
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		7 596 853	2 876 712	4 720 140
AUTRES CREANCES				
409800	FOURN DEBITEURS		2 816	-2 816
438710	I.J.SECU ET PR.	-14 437		-14 437
TOTAL AUTRES CREANCES		-14 437	2 816	-17 253
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		7 582 416	2 879 529	4 702 887

Charges à payer

Etats financiers au
31/12/2022

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	FOURN. : F.A.R.	3 513 448	6 824 878	-3 311 430
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		3 513 448	6 824 878	-3 311 430
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408400	F.A.R. IMMO.	21 225	90 098	-68 873
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		21 225	90 098	-68 873
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	CH A PAYER CP	860 125	985 401	-125 276
428230	CAP CET	456 539	451 152	5 388
428600	PERSO CAP AUTRE	1 100 220	1 117 404	-17 184
438200	CH.SOC.S/C.P.	357 438	411 528	-54 090
438230	CH SOC CET A PA	189 103	199 324	-10 221
438600	AUT CH SOC A PA	517 104	525 228	-8 124
448200	CHG FISC CAP CP	25 708	29 493	-3 785
448230	CH FISC CAP CET	13 647	13 518	129
448600	AU CH FISC PERS	32 976	33 516	-540
448610	AUTR TAX DIVERS	3 109	3 347	-238
448630	CAP FIS FO CONT	187 185	24 011	163 174
448640	CAP FISCA CONST	50 890	55 088	-4 199
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		3 794 044	3 849 010	-54 966
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518600	INT. A PAYER		792	-792
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT			792	-792
TOTAL CHARGES A PAYER		7 328 717	10 764 777	-3 436 060

Charges et produits constatés d'avance

Etats financiers au
31/12/2022

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CH. D'AVANCE	507 585	824 512	-316 927
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		507 585	824 512	-316 927
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	PROD. D'AVANCE	-386 553	-963 198	576 645
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-386 553	-963 198	576 645

Composition du capital social

Etats financiers au
31/12/2022

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
HMS LASER 55 Bvd Charles De Gaulle 92240 MALAKOFF	SAS	510 736	63,00 %
LUMIBIRD 2 rue Paul Sabatier 22300 LANNION	SA	300 000	37,00 %

Cilas est non intégré fiscalement dans les 2 entités

Ventilation du chiffre d'affaires

Etats financiers au
31/12/2022

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021	%
Militaire et sécurité	17 329 263	1 099 078	18 428 341	14 446 124	27,57 %
Nucléaire, scientifique et industriel	6 154 460	1 775 796	7 930 256	9 308 458	-14,81 %
Produits accessoires(refactorations)	4 606 881		4 606 881	3 499 238	31,65 %
TOTAL	28 090 604	2 874 874	30 965 478	27 253 820	13,62 %

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
PENALITES SUR MARCHES	111 444	671100
AUTRES CHARGES OFFSET TAWAZUN	1 010 011	671800
AFFAIRE CASSIOPIEA	25 000	671800
CASSE OFFICINA STELLARE	29 197	671800
DOT AMORT EXCEPTIONNELS	41	687100

TOTAL**1 175 693**

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
REMBT TICFE 2021	16 684	771800
REPRISE EXECEPTIONNELLE DEPRECIATION AUBAGNE	17 925	787600
REPRISE PRC LAMODIA TRF CPTE	163 048	787500

TOTAL**197 657**

Engagements hors bilan

Etats financiers au
31/12/2022

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	386 118
Engagements en matière de pension	-399 758
<hr/>	
Autres engagements donnés	
<hr/>	
** Pension Ecart actuariel (Gain)	
<hr/>	
TOTAL	-13 640

Rémunérations dirigeants

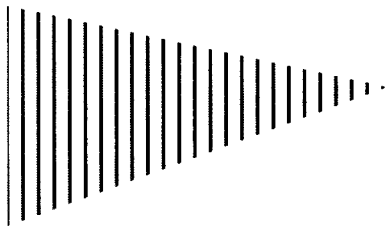
La rémunération des organes de Direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle

Effectif moyen**238**

Cadres	145
Non cadres	93

dont :

Apprentis :	5
Handicapés :	10



Compagnie Industrielle des Lasers

CILAS

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex

Tél. : +33 (0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

Compagnie Industrielle des Lasers CILAS

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société CILAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CILAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Société de Commissaires aux Comptes
Société d'expertise comptable inscrite au Tableau
de l'Ordre de la Région Paris - Ile-de-France

Siège social : 1-2, place des Saisons - 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme l'indique la note « Cas particulier des contrats à long terme » de l'annexe aux comptes annuels, votre société utilise des estimations comptables significatives.

Votre société utilise des hypothèses, notamment dans la détermination de la marge à terminaison de chaque contrat à long terme, estimée sur la base d'analyses de coûts et de produits à terminaison révisés de manière périodique pendant la durée du contrat. Nous avons pris connaissance des processus mis en place par votre société dans ce domaine, apprécié les données et les hypothèses communiquées sur lesquelles se fondent ces estimations, comparé les estimations des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et contrôlé que cette note de l'annexe aux comptes annuels donne une information appropriée sur le sujet.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;



il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 9 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Jean-Christophe Goudard

CIE INDUSTRIELLE DES LASERS

8 Avenue Buffon

45063 ORLEANS CEDEX

Comptes au 31/12/2022

